

Caisse d'Épargne lle de France

24 février 2017

Sous couvert de la révolution numérique, le groupe BPCE supprime 4 000 emplois

Les salarié(e)s du groupe Banque Populaire - Caisse d'Epargne ont appris par voie de presse la fermeture de 400 agences et la suppression de 4 000 emplois (11 000 départs) d'ici 2020. La CGT demande à la direction l'ouverture d'un dialogue.



1 milliard d'économie

Le groupe, qui veut générer 1 milliard d'économies, a annoncé vouloir saisir l'opportunité du digital et renforcer le poids de ses ventes à distance. Les prémices du futur plan stratégique 2018/2020, qui sera présenté en novembre prochain. Puisque le groupe BPCE se

tarque de ses actionnaires qui « ne sont pas des investisseurs versatiles axés sur la seule rentabilité court terme. », la révolution numérique ne devrait pas encore une fois être dévoyée au seul profit des résultats financiers, mais permettre meilleures conditions de travail pour les salariés.

En effet, « la pyramide des âges et le turnover naturel » ne suffiront pas à atteindre les chiffres visés, ce qui laisse penser que des licenciements auront bien lieus.

Des résultats positifs

Pourtant, le groupe encaisse depuis plusieurs

années le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE) :

⇒ 107 millions d'€ en 2014,

⇒ 102 millions d'€ en 2015.

Quant aux résultats, ils ne mettent pas le groupe en difficulté. PNB:

⇒ 23,6 milliards d'€ en 2014

⇒ 23,8 milliards d'€ en 2015



Plan de licenciement à craindre

Malgré l'engagement de François Pérol, président du directoire, de ne pas mettre en place de plan de licenciements, les inquiétudes sont grandes au vu des objectifs fixés.

et résultat net ;

- ⇒ 2,9 milliards d'€ en 2014
- ⇒ 3,2 milliards d'€ en 2015.

La CGT demande à la direction d'ouvrir des discussions pour le moment inexistantes, afin de préserver les garanties collectives des salariés, l'ensemble des emplois et la qualité des conditions de travail dans les mois et les années à venir.